

Situation Mensuelle de l'Etat



Octobre 2016



DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -85,54 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin octobre 2016 s'élève à -85,54 Md€ contre -81,25 Md€ à fin octobre 2015 à périmètre constant. Le solde s'explique par une hausse des recettes nettes de 9,54 Md€ et par la réduction du solde des comptes

spéciaux de 14,49 Md€ qui résulte essentiellement des avances versées à l'Agence de service et de paiement (12,25 Md€) ayant vocation à être remboursées en fin d'exercice.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 264,40 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 16,19 Md€ principalement dédiés au programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » au titre de l'abondement au compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » ;

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,49 Md€ dont 2,53 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,76 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Défense** : 3,07 Md€ dont 1,65 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » et 0,76 Md€ au titre du programme « Equipement des forces » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 2,75 Md€ dont 1,83 Md€ imputable au programme « Formations supérieures et recherche universitaire » ;

✓ Mission **Sécurité** : 1,53 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,83 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,67 Md€ ;

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 0,94 Md€ dont 0,82 Md€ au titre du programme « Aide à l'accès au logement ».

Les dépenses nettes à fin octobre 2016 s'élèvent à 264,40 Md€ contre 265,06 Md€ à fin octobre 2015 à périmètre constant, soit une légère diminution. Cette évolution résulte principalement des baisses des charges de la dette (-0,87 Md€), des dépenses

de fonctionnement (-0,75 Md€) et des dépenses d'intervention (-0,61 Md€) compensées par les hausses des dépenses de personnel (+1,16 Md€) et des dépenses d'investissement (+0,60 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 197,84 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 12,65 Md€ ;

Impôt sur le revenu : 5,45 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 2,18 Md€ dont 0,92 Md€ au titre des mutations à titre gratuit par décès ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 1,48 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,54 Md€ dont -2,28 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,76 Md€.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 239,86 Md€

Elles s'élevaient à 233,04 Md€ à fin octobre 2015 à périmètre constant. Cette augmentation de 6,82 Md€ s'explique en partie par le décalage de comptabilisation du dégrèvement barémique de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (dépense de 4,09 Md€ au programme « Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux » pour 2016). Par ailleurs, cet écart est également imputable aux hausses des recettes de TICPE pour 1,87 Md€, des recettes nettes de TVA

pour 1,56 Md€ et des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 1,39 Md€ (notamment en raison de la hausse des autres taxes intérieures suite à la réforme de la contribution au service public de l'électricité et de l'augmentation des mutations à titre gratuit). Les autres impôts directs et taxes assimilées sont cependant en baisse de 1,38 Md€ essentiellement en raison des diminutions des recettes diverses, des retenues à la source et des recettes d'impôt de solidarité sur la fortune.

Recettes non fiscales : 8,69 Md€

Les recettes non fiscales à fin octobre 2016 s'élèvent à 8,69 Md€ contre 10,67 Md€ à fin octobre 2015. La baisse résulte essentiellement des effets d'une diminution de 1,92 Md€ des dividendes et recettes assimilées (notamment du fait de l'absence d'encaissement de dividendes Banque de France et du versement des dividendes EDF sous forme de titres). Les baisses des recettes diverses de 0,72 Md€ (prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts, non intervenus à fin octobre 2016)

et des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 0,51 Md€ (notamment les amendes prononcées par les autorités de la concurrence), sont compensées par les hausses des produits du domaine de l'Etat pour 0,77 Md€ (particulièrement les redevances d'usage des fréquences radioélectriques) et des remboursements et intérêts des prêts pour 0,40 Md€ (notamment les intérêts des prêts à des Etats étrangers).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -53,92 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -53,92 Md€ à fin octobre 2016 contre -59,46 Md€ à fin octobre 2015 à périmètre constant. Cette variation s'explique par la réduction des prélèvements au profit des collectivités territoriales pour 3,84 Md€ (dont

2,65 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement) et par la baisse des prélèvements au profit de l'Union européenne (UE) pour 1,70 Md€ suite à une rectification du budget 2015 de l'UE.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -18,98 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,27 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 29,91 Md€ (notamment en raison de l'échéance de taxes foncières au 15 octobre). Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » laisse apparaître des dépenses pour 16,50 Md€ essentiellement au titre des intérêts des OAT à taux fixes et des recettes pour 16,38 Md€ (principalement

au titre de l'abondement du budget général). Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » affiche des dépenses d'un montant de 6,01 Md€ correspondant aux avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune.

Au 31 octobre 2016, le solde des comptes spéciaux s'établit à -18,98 Md€ contre -4,49 Md€ en octobre 2015. Cette différence s'explique notamment par la variation du solde des comptes de concours financiers (-13,46 Md€ notamment en raison, d'une part, des

avances importantes versées à l'ASP cette année et d'autre part, du report à novembre 2016 de la comptabilisation en recette du compte d'avances aux collectivités territoriales du dégrèvement barémique de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises).

Dette financière de l'Etat au 31 octobre : 1 636,88 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année, concernant les OAT (émissions nettes de remboursements de 122,50 Md€).

Les montants nets des BTAN et des BTF ont diminué respectivement de 63,72 Md€ et 4,91 Md€ depuis le début de l'année.



	Mois	Cumul à fin octobre		Renvoi Page	
	Octobre	2016	2015 retraité 2015 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-2 522	-85 539	-81 246	-76 197	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	35 665	264 395	265 055	255 567	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	17 447	197 835	188 294	183 856	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	5 448	64 587	64 605	62 557	
- IS *	-523	17 116	17 437	17 437	
- TVA	12 650	120 605	119 048	118 410	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	15 696	-18 979	-4 486	-4 486	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	2 118	109 091			16
Dettes financières de l'Etat	-5 190	1 636 876			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	988	988	988
Dépenses de personnel	10 089	102 374	101 216	101 293
Dépenses de fonctionnement	4 566	42 285	43 039	42 632
Charges de la dette de l'Etat	16 191	40 326	41 194	41 194
Dépenses d'investissement	851	8 744	8 148	8 161
Dépenses d'intervention	3 926	68 673	69 287	60 126
Dépenses d'opérations financières	42	1 005	1 182	1 173
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	35 665	264 395	265 055	255 567
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	20 869	239 859	233 039	228 585
Recettes non fiscales	953	8 692	10 673	10 636
Prélèvements sur recettes	-5 302	-53 923	-59 461	-59 407
Fonds de concours	927	3 207	4 042	4 042
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	17 447	197 835	188 294	183 856
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	22 749	251 758	247 755	243 263
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-18 218	-66 560	-76 761	-71 711
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	222	1 142	2 249	2 249
Solde des comptes de concours financiers	15 621	-20 572	-7 112	-7 112
Solde des comptes de commerce	-139	334	279	279
Solde des comptes d'opérations monétaires	-2	-10 179	-1 770	-1 770
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	15 696	-18 979	-4 486	-4 486
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-2 522	-85 539	-81 246	-76 197



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 089	102 374	101 216	101 293
Rémunérations d'activité	5 808	58 387	57 649	57 678
Cotisations et contributions sociales	4 229	43 375	42 907	42 955
Prestations sociales et allocations diverses	52	612	659	660
AUTRES TITRES	25 576	162 021	163 839	154 275
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	988	988	988
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	4 566	42 285	43 039	42 632
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 656	18 137	18 920	18 926
Subventions pour charges de service public	2 910	24 148	24 120	23 706
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	16 191	40 326	41 194	41 194
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	16 191	40 326	41 194	41 194
Titre 5 - Dépenses d'investissement	851	8 744	8 148	8 161
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	606	7 149	6 688	6 700
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	245	1 595	1 461	1 460
Titre 6 - Dépenses d'intervention	3 926	68 673	69 287	60 126
Transferts aux ménages	1 391	34 711	35 252	28 273
Transferts aux entreprises	552	9 167	9 286	7 627
Transferts aux collectivités territoriales	389	5 534	5 316	5 229
Transferts aux autres collectivités	1 593	19 228	19 414	18 979
Appels en garantie	0	33	19	17
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	42	1 005	1 182	1 173
Prêts et avances	0	37	40	40
Dotations en fonds propres	37	393	423	415
Dépenses de participations financières	5	575	719	719
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	35 665	264 395	265 055	255 567



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2016		Cumul à fin octobre 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	358	437	2 808	2 850	2 537
Action de la France en Europe et dans le monde	306	301	1 849	1 789	1 577
Diplomatie culturelle et d'influence	28	112	664	625	656
Français à l'étranger et affaires consulaires	24	23	299	292	291
Conférence "Paris Climat 2015"	0	0	-4	144	13
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	182	188	2 174	2 207	2 199
Administration territoriale	131	135	1 362	1 340	1 357
Vie politique, culturelle et associative	4	3	182	227	185
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	47	50	630	639	658
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	149	197	1 967	1 847	2 264
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	41	78	736	649	1 106
Forêt	3	17	220	223	232
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	45	41	455	429	379
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	59	60	556	546	548
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	46	35	1 479	2 014	2 048
Aide économique et financière au développement	3	3	229	803	847
Solidarité à l'égard des pays en développement	43	32	1 250	1 211	1 201
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	263	23	2 218	1 963	2 055
Liens entre la Nation et son armée	3	3	28	27	17
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	259	13	2 102	1 855	1 953
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	8	88	80	84
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	49	51	516	509	511
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	31	32	296	302	299
Conseil économique, social et environnemental	0	0	39	39	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	18	181	168	171
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	182	258	2 351	2 109	2 155
Patrimoines	38	60	746	591	659
Création	35	66	686	617	618
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	109	131	919	900	878
DEFENSE	3 041	3 068	31 630	34 377	34 036
Environnement et prospective de la politique de défense	68	83	892	1 175	1 160
Préparation et emploi des forces	951	570	7 160	6 645	6 514
Soutien de la politique de la défense	1 671	1 653	18 259	18 151	18 018
Equiperment des forces	351	762	5 318	8 405	8 344
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	79	91	1 013	938	969
Coordination du travail gouvernemental	29	40	431	395	403
Protection des droits et libertés	4	5	79	83	79
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	45	46	504	460	487
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 032	658	8 976	8 328	9 431
Infrastructures et services de transports	702	191	3 570	3 115	3 869
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	12	7	83	119	129
Météorologie	44	0	190	146	149
Paysages, eau et biodiversité	5	6	200	196	209
Information géographique et cartographique	11	11	81	81	82
Prévention des risques	22	17	5	-8	151
Energie, climat et après-mines	2	2	371	362	383
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	232	250	2 693	2 724	2 782
Service public de l'énergie (1)	2	174	1 781	1 593	1 677
ECONOMIE	89	96	1 181	1 099	1 154
Développement des entreprises et du tourisme	37	48	672	595	643
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	39	34	368	365	376
Stratégie économique et fiscale	13	14	142	139	136



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2016		Cumul à fin octobre 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT	166	942	16 046	15 897	15 635
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables (2)	105	110	1 336	1 207	1 130
Aide à l'accès au logement	1	819	14 201	14 201	14 190
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	60	13	508	489	316
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	16 191	16 194	40 492	40 572	41 462
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	16 191	16 191	40 326	40 326	41 194
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	21	21	17
Epargne	0	0	145	121	251
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	3	0	103	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 391	5 494	56 142	56 055	55 029
Enseignement scolaire public du premier degré	1 759	1 759	16 957	16 954	16 470
Enseignement scolaire public du second degré	2 531	2 530	26 031	26 021	25 571
Vie de l'élève	258	340	4 144	4 106	4 091
Enseignement privé du premier et du second degrés	518	518	6 078	6 066	6 034
Soutien de la politique de l'éducation nationale	204	230	1 818	1 809	1 761
Enseignement technique agricole	121	118	1 115	1 099	1 103
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	884	909	9 183	8 941	9 163
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	683	698	6 684	6 634	6 753
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	54	58	912	789	857
Facilitation et sécurisation des échanges	129	123	1 345	1 275	1 309
Entretien des bâtiments de l'Etat	8	12	97	89	101
Fonction publique	11	18	144	153	143
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	65	179	883	812	447
Immigration et asile	45	148	799	735	414
Intégration et accès à la nationalité française	19	31	84	77	32
JUSTICE	569	594	6 433	6 627	6 403
Justice judiciaire	244	243	2 680	2 695	2 572
Administration pénitentiaire	229	243	2 477	2 690	2 658
Protection judiciaire de la jeunesse	55	72	673	648	626
Accès au droit et à la justice	16	15	326	325	295
Conduite et pilotage de la politique de la justice	24	21	273	266	249
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	4	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	14	16	428	362	502
Presse	1	2	167	172	189
Livre et industries culturelles	3	6	240	171	182
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	10	8	20	18	131
OUTRE-MER	32	80	1 735	1 547	1 771
Emploi outre-mer	0	20	1 207	1 023	1 264
Conditions de vie outre-mer	32	60	528	524	506
POLITIQUE DES TERRITOIRES	64	87	427	456	598
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	16	23	95	147	181
Interventions territoriales de l'Etat	4	1	21	22	23
Politique de la ville	44	64	311	287	393
POUVOIRS PUBLICS	0	0	988	988	988
Présidence de la République	0	0	100	100	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	10	10	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2016		Cumul à fin octobre 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	381	2 749	24 917	23 216	23 399
Formations supérieures et recherche universitaire	156	1 833	12 701	12 523	12 424
Vie étudiante	32	294	2 272	2 039	2 075
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	33	178	6 214	4 959	5 008
Recherche spatiale	0	0	1 303	1 165	1 151
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	2	371	1 415	1 457	1 542
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	54	21	459	617	756
Recherche duale (civile et militaire)	83	0	167	83	89
Recherche culturelle et culture scientifique	0	35	112	111	84
Enseignement supérieur et recherche agricoles	21	17	275	262	270
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	9	443	5 787	5 716	6 087
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	325	3 602	3 599	3 866
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	756	687	711
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	9	50	1 429	1 429	1 510
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	191	109	3 154	2 225	2 308
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	173	93	2 892	1 974	2 018
Concours spécifiques et administration	18	16	261	251	290
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	6 265	6 206	84 939	84 828	87 020
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	5 597	5 539	77 562	77 451	76 158
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	668	668	7 377	7 377	10 862
SANTE	4	17	1 136	936	909
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	4	17	446	373	392
Protection maladie	0	0	691	563	517
SECURITES	1 487	1 532	15 648	15 341	14 970
Police nationale	805	829	8 183	8 114	7 925
Gendarmerie nationale	651	670	7 081	6 833	6 684
Sécurité et éducation routières	4	4	27	22	20
Sécurité civile	28	29	356	373	340
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	120	411	16 667	15 332	15 813
Inclusion sociale et protection des personnes (2)	38	57	4 597	3 621	4 150
Handicap et dépendance	4	263	10 732	10 507	10 415
Egalité entre les femmes et les hommes	3	2	19	18	20
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	75	89	1 319	1 186	1 228
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	11	48	563	525	395
Sport	5	6	210	196	213
Jeunesse et vie associative	7	42	353	329	182
TRAVAIL ET EMPLOI	1 015	756	12 655	10 610	9 817
Accès et retour à l'emploi	814	569	7 957	7 165	7 041
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	144	129	4 053	2 798	2 119
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	2	48	65	59
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	56	56	597	581	598
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	38 331	41 871	354 535	349 223	352 075
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	32 065	35 665	269 596	264 395	265 055

(1) programme créé en 2016

(2) changement de libellé en 2016



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	5 641	68 966	68 923	68 767
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	492	3 657	3 624	3 624
Impôt sur les sociétés (C)	771	42 867	42 475	42 475
Impôt sur les sociétés	760	41 953	41 591	41 591
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	12	914	884	884
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	283	11 784	13 168	13 168
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	87	544	694	694
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	58	3 249	3 542	3 542
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	61	61
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	7	7
Impôt de solidarité sur la fortune	122	4 833	5 037	5 037
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	33	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	92	127	127
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	5	19	19
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	11	14	14
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	20	24	24
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	4	69	63	63
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	187	189	189
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	2	6	6
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	11	33	33
Recettes diverses	8	2 729	3 320	3 320
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 481	13 015	11 150	11 150
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	16 231	163 928	161 638	161 000
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 176	20 471	19 080	17 311
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	31	387	341	341
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	13	129	121	121
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	7	6	6
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	140	1 488	1 265	1 265



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	918	8 722	8 508	8 508
Contribution de sécurité immobilière	51	518	482	482
Autres conventions et actes civils	36	452	373	373
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	31	319	318	318
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	15	146	110	110
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	14	218	191	191
Timbre unique	26	149	152	152
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	492	3 038	2 319	642
Autres droits et recettes accessoires	0	4	4	4
Amendes et confiscations	4	46	38	38
Taxe générale sur les activités polluantes	2	87	135	135
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	1	25
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	2	290	130	130
Autres droits et recettes à différents titres	1	2	2	2
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	8	45	46	46
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	44	44	44
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	25	25	25
Taxe de l'aviation civile	0	9	59	59
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	577	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	27	30	30
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	186	1 678	1 679	1 679
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	69	620	596	596
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	34	356	365	365
Prélèvement sur les paris sportifs	22	228	171	171
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	4	48	48	48
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	50	577	758	758
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	2	2
Autres taxes	22	233	187	71
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	27 075	324 687	320 059	317 496
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	20 869	239 859	233 039	228 585



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	481	2 081	4 002	4 002
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	328	1 301	1 301
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	78	179	389	389
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	403	1 573	2 311	2 311
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	123	2 032	1 265	1 265
Revenus du domaine public non militaire	3	162	169	169
Autres revenus du domaine public	2	130	83	83
Revenus du domaine privé	3	48	44	44
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	0	802	85	85
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	114	726	844	844
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	151	29	29
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	12	12	12
Produits de la vente de biens et services (C)	105	890	881	881
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	36	343	369	369
Autres frais d'assiette et de recouvrement	67	486	449	449
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	48	49	49
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	5	5
Autres recettes diverses	1	10	9	9
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	23	751	350	350
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	17	562	173	173
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	7	5	5
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	4	13	17	17
Intérêts des autres prêts et avances	1	36	33	33
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	107	95	95
Autres avances remboursables sous conditions	0	2	2	2
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	17	19	19



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	127	1 680	2 193	2 155
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	38	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	77	962	1 467	1 467
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	2	11	105	105
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	1	11	4	4
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	46	622	561	561
Frais de poursuite	1	7	7	7
Frais de justice et d'instance	1	10	8	8
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	11	2	2
Divers (F)	94	1 259	1 982	1 982
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	805	805
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	20	283	273	273
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	17	157	172	172
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	6	8	8
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	14	48	48
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	7	6	6
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	7	7	7
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	5	5
Récupération d'indus	3	48	23	23
Recouvrements après admission en non-valeur	12	115	111	111
Divers versements de l'Union européenne	0	17	20	20
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	17	18	18
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	18	14	14
Recettes diverses en provenance de l'étranger	1	1	1	1
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	11	170	215	215
Produits divers	17	259	106	106
Autres produits divers	10	136	148	148
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	953	8 692	10 673	10 636



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 542	-38 592	-42 433	-42 379
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 277	-28 837	-31 490	-31 489
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-9	-10	-10
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-2	-58	-76	-76
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-673	-3 221	-3 990	-3 990
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-99	-1 460	-1 698	-1 698
Dotation élu local	0	-64	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-18	-43	-35	-35
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	-326	-326	-326
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	-3	-3
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-3	-3
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-279	-2 775	-2 969	-2 969
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-91	-517	-600	-600
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-9	-147	-178	-178
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-69	-69	-69
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	-7	-7
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-84	-399	-196	-196
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport (1)	0	0	-53	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 760	-15 331	-17 028	-17 028
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 302	-53 923	-59 461	-59 407
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	908	3 019	3 793	3 793
Fonds de concours - coopération internationale	19	188	249	249
TOTAL FONDS DE CONCOURS	927	3 207	4 042	4 042

(1) création en 2016



unité : million d'€.

	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 231	5 452	54 307	51 569	55 449	53 819	1 142	2 249
Aides à l'acquisition de véhicules propres	22	22	207	185	222	259	15	74
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	47	151	727	708	1 297	1 203	570	495
Développement agricole et rural	12	2	114	97	124	130	11	34
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	33	32	290	317	314	313	23	-4
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	2	1 396	1 402	1 541	1 497	145	95
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	30	83	367	260	340	565	-27	305
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	0	0	0	-4	0	0	0	4
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	233	309	233	309
Participations financières de l'Etat	34	1	1 330	1 724	79	1 698	-1 251	-26
Pensions	5 054	4 614	46 914	46 662	47 787	47 335	872	673
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	19	218	19	509	0	291
Transition énergétique (2)	0	546	2 943	0	3 493	0	550	0
Comptes de concours financiers	14 613	30 234	99 382	87 190	78 810	80 079	-20 572	-7 112
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	6 012	34	12 248	3 301	127	107	-12 120	-3 195
Avances à l'audiovisuel public	322	202	3 223	3 056	1 942	1 838	-1 281	-1 218
Avances aux collectivités territoriales	8 271	29 910	83 184	80 082	76 200	77 580	-6 985	-2 502
Prêts à des Etats étrangers	8	87	727	637	507	504	-220	-133
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	1	114	34	51	34	-63
Comptes de commerce	17 034	16 896	45 624	45 340	45 958	45 619	334	279
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires (3)	38	6	369	467	538	593	170	126
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	12	15	128	127	133	124	6	-3
Couverture des risques financiers de l'Etat	435	435	2 639	1 197	2 639	1 197	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	44	44	465	451	547	547	82	96
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	16 501	16 381	41 971	43 044	42 013	43 069	42	25
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	8	0	4	8	9	8	5
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	3	6	34	34	58	57	24	23
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	19	16	21	22	2	6
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	58	56	10 898	4 451	719	2 682	-10 179	-1 770
Emission des monnaies métalliques	27	11	127	109	240	202	114	93
Opérations avec le Fonds Monétaire International	31	38	10 756	4 319	460	2 451	-10 296	-1 867
Pertes et bénéfices de change	0	8	15	24	19	28	4	4
TOTAL COMPTES SPECIAUX	36 937	52 639	210 212	188 551	180 936	182 198	-29 275	-6 353
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	36 905	52 601	199 455	184 233	180 476	179 747	-18 979	-4 486

(1) suppression en 2016

(2) création en 2016

(3) changement de libellé en 2016



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2016
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	520	66	586
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	242	283	525
	Total organismes à caractère financier	773	349	1 121
	CEPL			
	Régions	1 662	921	2 583
	Départements	4 826	-494	4 333
	Communes	21 357	1 137	22 494
	HLM	323	66	389
	Autres	20 714	1 551	22 265
	Total CEPL	48 882	3 182	52 065
	Hôpitaux	4 440	356	4 797
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 132	3 103	13 235
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 160	110	4 269
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 786	2 093	4 879
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	-87	775
	Total établissements publics nationaux	17 941	5 218	23 158
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 494	-4 508	5 986	
Communautés européennes	2 596	2 503	5 100	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	42	17	59	
GIP	615	63	678	
EPL	2 136	417	2 553	
Autres correspondants	12 782	780	13 562	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	42	-42	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	15 617	1 236	16 853	
Total Dépôts de fonds du Trésor	100 744	8 336	109 080	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	18	-7	11
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	18	-7	11
Total Passif (A)		100 761	8 330	109 091
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		100 761	8 330	109 091



	Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2016
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 576 395	53 866	1 630 261
Titres négociables à moyen et long terme	1 423 722	58 779	1 482 501
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 321 252	122 496	1 443 748
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 139 245	107 374	1 246 619
- <i>taux variable</i>	163 458	15 263	178 721
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	102 470	-63 717	38 753
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	94 062	-55 309	38 753
- <i>taux variable</i>	8 009	-8 009	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	152 673	-4 913	147 760
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	152 673	-4 913	147 760
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 666	-51	6 615
TOTAL (A+B+C)	1 583 061	53 814	1 636 876



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2015 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2015 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2016.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.